



**EPTB Charente**

Etablissement Public Territorial de Bassin Charente

# Compte-rendu du comité de pilotage du projet de PAPI d'intention du fleuve Charente

Réunion du 19 novembre 2019 à Saintes

**EPTB CHARENTE**

Rédigé par : Stéphane LEMESLE



**EPTB Charente**

Etablissement Public Territorial de Bassin Charente

# Compte-rendu du comité de pilotage du projet de PAPI d'intention du fleuve Charente

Réunion du 19 novembre 2019 à Saintes

## Participants :

Emilie DUPONT – DREAL NA  
Sylvain BARREAUD – CDC Cœur de Saintonge  
Didier GERVREAU – SYMBAS  
Yannick YVONNET – SDIS 16  
Sarah PONEN – DDT 16  
Thomas LOURY – DDT1 6  
Jacques SAUTON – SYMBA  
Alice PERRON – SYMBA  
Mariette HERAUT – CD 17  
Christian BERTHELOT – Ville de Saintes  
Jean-Paul GIRARD – Mairie de Chaniers  
Alain MARGAT – CDA de Saintes  
Jean-Marie QUILLET – CDA de Saintes  
Dominique DA FONSECA – Association de Défense des Sinistrés du Cognac  
Alain MALETERRE – Association des Riverains de la Charente et Affluents  
Jean-Marcel VERGNION – SYBTB  
Pierre LORET – Commune des Gonds  
Dominique PETIT – Grand Cognac  
Nathalie RODRIGUES – ENEDIS  
Laura BARRAT PHILIPPO – CDC Vals de Saintonge  
Jean-Claude GODINEAU – EPTB Charente  
Baptiste SIROT – EPTB Charente  
Stéphane LEMESLE – EPTB Charente  
Florent LASVAUX – EPTB Charente

## Excusés :

François BONNEAU – CD 16  
Jean-Olivier GEOFFROY – CDC du Civraisien  
Christian GRIMPRET – CDA de la Rochelle  
Isabelle AURICOSTE-TONKA – Pays Ruffécois  
Xavier BONNEFONT – Ville d'Angoulême

Jean ENGELKING – Ville de Saintes  
Franck BONNET – SMABACAB  
Hervé FAUCHET – CCI Rochefort et Saintonge  
Frédéric BOUERIE – CCI Rochefort et Saintonge  
Isabelle LAROCHE – Région Nouvelle-Aquitaine  
Noémie SCHALLER – AEAG  
Sébastien DETHIER – AFB 16  
Laurent PAULHAC – SBV Né  
Julien BLANCANT – SMABACAB

## Diaporama de présentation :

<http://www.fleuve-charente.net/domaines/la-prevention-des-inondations-papi/espace-pro/papi-intention-charente>

Mot de passe : PAPI\_fleuve

## Ordre du jour :

Projet de programme d'actions pour le PAPI d'intention du fleuve Charente, en déclinaison de la Directive Inondation

M. GODINEAU rappelle que ce PAPI doit venir concrétiser des dispositions de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI) en faveur du Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) Saintes-Cognac-Angoulême. Des ateliers thématiques ont été organisés par l'EPTB Charente en début d'année 2018, un appel à projet a été lancée au printemps 2018, des rencontres ont été organisées avec les syndicats gémapiens du TRI et des courriers ont été adressés à l'ensemble des 45 communes du TRI au 1<sup>er</sup>

semestre 2019 pour faire émerger des actions pouvant s'inscrire dans un programme cofinancé par le Fonds Barnier.

M. LEMESLE présente le cheminement suivi pour traduire la SLGRI, telle qu'exigée dans le cadre de la Directive Inondation, en programme d'actions (cf. diaporama). Il indique qu'un nouveau PAPI est envisagé (pas d'avenant au PAPI Charente & Estuaire existant) pour donner de la lisibilité au programme et pour tenir compte du nouveau cahier des charges PAPI de 3<sup>ème</sup> génération. Le format « PAPI d'intention » est privilégié par rapport au format « PAPI complet » (dit « de travaux ») au regard des projets envisagés par l'EPTB et les maîtres d'ouvrages compétents (étude de préfiguration d'aménagement, information préventive, instrumentation, étude de vulnérabilité...). La procédure est ainsi plus souple pour ce PAPI qui constituera une transition vers un PAPI complet. Il présente ensuite le calendrier envisagé et notamment le dépôt du dossier de candidature en février 2020 pour une mise œuvre à compter du 2<sup>nd</sup> semestre 2020 et jusqu'en 2023. Un nouveau comité de pilotage sera organisé fin janvier/début février 2020 pour valider le dossier de candidature.

M. QUILLET signale qu'au moment des premières sollicitations pour s'inscrire dans le programme d'actions, il était compliqué pour les acteurs locaux de se positionner car ils étaient en pleine structuration administrative pour l'exercice de la compétence GEMAPI. Par ailleurs, les Plans Pluriannuels de Gestion des cours d'eau (PPG) étant en cours d'élaboration, il était difficile pour les structures gémapiennes de proposer des fiches-actions de travaux.

M. SIROT comprend qu'il était précoce pour les parties prenantes de proposer des fiches travaux. Toutefois, eu égard aux nouveaux périmètres de compétence des structures gémapiennes et au besoin de connaissance, il aurait été opportun de proposer des actions visant à améliorer la connaissance des risques et à programmer des aménagements de prévention des inondations.

Mme PERRON explique que sur le périmètre du SYMBA, les élus viennent de vivre un nouvel épisode d'inondation sur les affluents et que de nouveaux

secteurs inondés sont apparus alors qu'ils ne l'étaient pas lors des crues de 1982. Les élus demandent la réalisation de projets à très court terme pour prévenir les inondations récurrentes sur les bassins des affluents. Les portes s'ouvrent actuellement mais ne le seront plus dans 3 ou 4 ans lorsqu'il faudra passer en PAPI complet. Il faut pouvoir répondre et s'inscrire dans la dynamique des événements.

M. GODINEAU confirme cette sensibilité au risque d'inondation qui s'accroît sur les affluents et se tarie sur l'axe Charente.

M. LEMESLE explique que le PAPI est un outil de programmation pluriannuelle, basé sur une stratégie de prévention, qui ne vise pas à répondre dans l'urgence mais à mettre en œuvre des actions planifiées et justifiées.

M. SIROT ajoute qu'il est toutefois possible d'inscrire une étude pour améliorer la connaissance sur les ruissellements et établir les projets. M. SIROT rappelle que l'appel à projets pour le PAPI a été engagé il y a deux ans, pour certains c'est trop tôt par rapport à la structuration GEMAPI et pour d'autres c'est trop tard pour répondre aux besoins immédiats.

M. MARGAT souligne que les habitants attendent du concret pour réduire leur vulnérabilité. Les saintais savent qu'on ne peut pas empêcher les inondations mais ils attendent qu'on baisse le niveau d'eau même si ce n'est que de quelques centimètres.

Mme PERRON indique que lorsque la protection n'est pas possible car conditionnée à des travaux pharaoniques, l'important est de prévenir et d'avertir. Des citoyens avertis appréhendent la crue sous un angle différent. Le SYMBA met donc l'accent sur cet aspect.

Mme PERRON s'interroge sur les projets qui pourraient être éligibles au PAPI et notamment sur le périmètre d'actions : s'agit-il uniquement d'actions sur le TRI ou bien d'actions à une échelle plus large.

M. SIROT indique que le PAPI est construit en faveur du TRI Saintes-Cognac-Angoulême et qu'à ce titre il s'applique aussi sur le périmètre du bassin amont : tout

ce qui peut participer à la gestion en amont des inondations du fleuve peut donc s'inscrire dans le PAPI.

M. QUILLET considère qu'il y a trois niveaux de réponse différents attendus :

- un besoin d'impliquer tous les syndicats gémapiens au sein de ce PAPI d'intention pour que les élus puissent bien aborder les enjeux et être force de proposition,
- une réponse de réduction de vulnérabilité du bâti à apporter sur l'axe Charente suite notamment aux conclusions de l'étude sur les voies en remblais,
- une réponse d'urgence attendue suite aux inondations intervenues deux semaines plus tôt sur les affluents.

M. LEMESLE présente les axes d'intervention du PAPI en lien avec les dispositions de la SLGRI, et les différentes actions proposées à ce jour par les parties prenantes pour constituer ce futur PAPI (cf. diaporama). Il précise que concernant les actions portées par l'EPTB Charente, il s'agit à ce stade de propositions qui devront être validées par le comité syndical de l'EPTB Charente le 23 janvier prochain.

### **Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque**

#### Densification et valorisation du réseau de repères de crues - EPTB

M. SAUTON conseille de positionner les repères de crues dans des lieux où ils puissent être suffisamment hauts pour une meilleure visibilité du public et souligne l'importance de les accompagner de panneaux d'explication.

M. VERGNION confirme que bien souvent les gens ignorent les repères de crue et méconnaissent leur existence, notamment les plus jeunes qui n'ont jamais vécu d'inondation.

#### Installation d'un panneau d'information sur les crues historiques – Commune de Bourg-Charente

Pas de remarque particulière.

#### Production d'une maquette de DICRIM pour le TRI - EPTB

Pas de remarque particulière.

#### Réalisation, impression et diffusion de DICRIM - Communes

Pas de remarque particulière.

#### Elaboration d'un plan de sensibilisation au risque inondation et mise en œuvre des premières recommandations - EPTB

Mme PERRON demande sur quel périmètre géographique s'inscrit l'action et indique qu'il faudra s'adapter aux actions locales déjà initiées et ne pas porter de messages qui puissent être dissonants.

M. LEMESLE indique que le projet porte préférentiellement sur l'axe Charente mais qu'il n'est pas exclu de l'élargir en fonction des attentes des partenaires. Pour éviter les messages dissonants, ce projet sera construit de manière partenariale avec les acteurs locaux.

#### Réalisation d'une vitrine locale de reconquête de zone d'expansion de crue – SMABACAB

Pas de remarque particulière.

### **Surveillance, prévision des crues et des inondations**

#### Instrumentation métrologique pour l'anticipation des crues – SYBRA

#### Instrumentation métrologique pour l'anticipation des crues - SYMBA

Mme PERRON précise que pour le SYMBA, le projet est un peu différent de celui du SYBRA, puisqu'il consiste à disposer de mesures de hauteurs d'eau sans besoin à ce stade de disposer de valeurs de débits. L'instrumentation mise en place sera simple (sondes piézométriques) et permettra de suppléer des relevés de terrains effectués alors par les techniciens du syndicat, confrontés à la difficulté de couvrir tout le territoire en cas de crue généralisée.

Mme PERRON souhaite avoir la confirmation que l'instrumentation portée sur les affluents en amont du TRI peut être éligible aux financements dans le cadre du PAPI, au regard de la remarque des services de l'Etat sur cette action et demandant à ce qu'elle soit construite avec le SPC. En cas d'inéligibilité présumée,

le SYMBA n'attendra pas la validation du PAPI pour s'engager car les besoins sont pressants.

M. SIROT indique que le message de l'Etat ne remet pas en cause l'éligibilité de l'actions aux fonds Barnier, il pointe uniquement la nécessité de se rapprocher du SPC pour un regard technique sur le projet.

Mme DUPONT confirme le rôle du SPC en matière de conseil. Elle le consultera sur ce dossier. Elle recommande au SYMBA de se rapprocher d'ores et déjà du SPC pour optimiser le nombre de stations et pour un appui au positionnement des stations.

### **Alerte et gestion de crise**

#### Actualisation des PCS et réalisation d'exercices de gestion de crise - Communes

M. LEMESLE indique que l'EPTB Charente sera positionné pour la réalisation de bilans annuels d'état de mise à jour des PCS et de réalisation d'exercices de gestion de crise, pourra promouvoir ces outils par l'organisation de réunions d'information et de partage de retour d'expérience. En revanche, il n'est pas dimensionné pour proposer un accompagnement individuel auprès des différentes communes.

Mme PERRON explique que le SYMBA est en phase de récupération des PCS des communes de son territoire. A cette occasion, les communes non dotées de PCS sont sensibilisées à l'outil et les communes dotées de PCS sont sensibilisées à la nécessité d'actualisation du PCS notamment en termes de contacts et de références.

Mme PONEN ajoute que la réalisation d'exercices de gestion de crise devra être articulée avec la mission exercée par le SIDPC.

### **Prise en compte du risque dans l'urbanisme**

#### Réalisation d'un guide méthodologique - EPTB

Pas de remarque particulière.

### **Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens**

#### Définition d'un programme de réduction de vulnérabilité du TRI - EPTB

M. QUILLET rappelle la demande forte des élus lors du COPIL conclusif de l'étude sur les voies en remblais. Au regard du rapport coût/bénéfice de la mise en place d'ouvrages de décharge ou de protections localisées, et en l'absence d'autres solutions en amont, le COPIL avait souhaité orienter l'action vers la réduction de vulnérabilité. Il est donc nécessaire de s'inscrire de manière opérationnelle dans cette voie là et de s'interroger sur la compétence statutaire requise pour mener les diagnostics. Il considère que le syndicat gémapien peut être une clé d'entrée intéressante pour traiter la réduction de vulnérabilité.

M. BARREAUD estime également que la réduction de la vulnérabilité doit être privilégiée. Il souhaite connaître le contenu d'un diagnostic de vulnérabilité tel qu'envisagé dans la fiche-action de l'EPTB.

M. LEMESLE précise que la fiche-action proposée par l'EPTB ne comprend pas la réalisation de diagnostics de vulnérabilité. Elle vise à identifier précisément les enjeux vulnérables sur l'ensemble du TRI, à définir les scénarios d'inondation de référence et les priorités d'intervention car il n'est pas réaliste de lancer des diagnostics de vulnérabilité systématiques sur l'ensemble du territoire et sur tous les enjeux. Une fois les priorités définies, il sera possible de dimensionner et de chiffrer les campagnes de diagnostics de vulnérabilité à mener, d'identifier les maîtrises d'ouvrages les plus pertinentes et d'établir les plans de financements des diagnostics puis des travaux. Concernant le contenu d'un diagnostic de vulnérabilité, il s'agit de mesurer le niveau d'eau atteint à l'intérieur d'une habitation pour une crue de référence, d'identifier les sources de dommages potentiels (installation électrique, matériaux de revêtement, chaudière...) et de proposer des mesures de réduction de vulnérabilité à mener par le particulier (batardeau, pompage, clapets anti-retours, rehausse du réseau électrique...).

M. LEMESLE signale que si des diagnostics sont conduits dans le cadre du PAPI d'intention avec un financement Fonds Barnier à hauteur de 50 %, les travaux recommandés ne seront pas subventionnables dans l'immédiat. Il faudra pour ce faire inscrire une enveloppe financière de travaux de réduction de vulnérabilité dans un PAPI complet. Il faut donc être vigilant à ne pas trop écarter dans le temps la phase de diagnostics et la phase de travaux. C'est pourquoi l'EPTB proposait cette fiche-action visant à la fois à

dimensionner les campagnes de diagnostics et les enveloppes de travaux pour ensuite les inscrire dans un même PAPI.

M. BARREAUD considère néanmoins que le diagnostic de vulnérabilité, même s'il n'est pas suivi de travaux dans l'immédiat, constitue une réponse de terrain et un instrument de communication essentiel auprès des riverains. L'EPTB Charente doit sensibiliser les élus à ce sujet et travailler sur la question du portage de ces actions.

M. SIROT répond que la réalisation de diagnostics de vulnérabilité du bâti est hors-GEMAPI et relève d'une compétence d'aménagement du territoire. Il revient aux EPCI compétents de décider de l'organisation à mettre en place et des moyens financiers nécessaires. L'EPTB Charente remobilisera les EPCI et les SMBV sur ce sujet.

M. LEMESLE propose que soient conduites en parallèle dans le cadre de ce PAPI, l'étude envisagée pour dimensionner les campagnes de diagnostic sur l'ensemble du TRI et une action expérimentale et concrète de diagnostics de vulnérabilité des habitations sur un territoire géographique test.

M. QUILLET indique que la CDA de Saintes a sollicité le SYMBA et qu'ils poursuivent la réflexion pour être en mesure de proposer une fiche-action de diagnostics de vulnérabilité dans ce PAPI d'intention.

#### Diagnostics de vulnérabilité d'établissements publics sensibles - EPTB

M. LEMESLE indique qu'il s'agit d'une action test sur des bâtiments particulièrement sensibles soit en matière de gestion de crise (mairie, école...) soit en matière de rareté du patrimoine (musée, monument historique...). S'agissant d'une intervention sur des bâtiments publics, elle pourra servir d'exemple pour les diagnostics à conduire auprès des particuliers.

#### **Gestion des écoulements**

##### Etude préliminaire d'aménagement des zones d'expansion des crues - EPTB

M. LEMESLE rappelle qu'il s'agit ici de la tranche optionnelle d'une étude de ralentissement des crues engagée en septembre dernier. Cette dernière tranche n'était pas prévue dans le plan de financement de

l'actuel PAPI Charente & Estuaire et devra donc s'inscrire dans le futur PAPI d'intention.

M. BERTHELOT constate que ce nouveau PAPI comporte encore essentiellement des actions de sensibilisation et des études mais pas de travaux. Il rappelle la nécessité d'agir pour réduire les inondations et répondre aux attentes des riverains.

M. SIROT indique que si l'on retire de ce PAPI les études, majoritairement portées par l'EPTB Charente, le programme devient pratiquement vide et n'a plus lieu d'être. Il rappelle que l'EPTB Charente n'est pas compétent en matière de GEMAPI et que son rôle actuel est de coordonner et de porter des études stratégiques pour éclairer les choix d'intervention des collectivités gémapiennes.

M. BARREAUD ajoute qu'on ne peut pas s'engager dans des travaux à l'aveugle, sans étude préalable, au risque de dépenser des sommes considérables pour un projet inefficace en matière de réduction du risque d'inondation. A titre exemple, depuis 40 ans on entend dire qu'il faut raser la Chaussée Saint James pour réduire les inondations en amont ; hors les études récentes portées par l'EPTB ont démontré l'inefficacité d'une telle mesure. En revanche, il est nécessaire d'informer les gens au plus près car bon nombre d'entre eux ne savent même pas qu'ils habitent en zone inondable.

#### **Gestion des ouvrages de protection hydraulique**

M. LEMESLE indique qu'il n'y a actuellement pas de projet de fiche-action sur cet axe du PAPI. Aucun ouvrage n'est classé au titre de la prévention des inondations sur le territoire (ouvrage écrêteur ou digue) ; la Charente n'est pas un fleuve endigué. Pour autant, les collectivités gémapiennes sont responsables d'identifier ou de confirmer l'absence d'ouvrages susceptibles de contribuer à l'exercice de leur compétence car il n'est pas exclu que localement certains ouvrages puissent éventuellement avoir un rôle à jouer en matière de prévention des inondations : remblais routiers, merlon de terre...

Mme PERRON explique que les syndicats gémapiens, dans le cadre de leurs diagnostics PPG, procèdent déjà aux analyses ouvrage par ouvrage et qu'il n'est pas

nécessaire de prévoir une action spécifique dans ce PAPI.

M. SIROT précise qu'au-delà des ouvrages hydrauliques, d'autres aménagements sont susceptible de jouer un rôle dans le ralentissement des crues (remblais, etc.). L'EPTB Charente souhaitait aborder ce point, à l'instar des démarches de reconnaissance d'éventuels ouvrages de prévention des inondations engagées sur d'autres territoires suite à la mise en place de la compétence GEMAPI. Il prend acte du non besoin d'étude spécifique exprimé ce jour.

M. LEMESLE conclut en précisant que l'EPTB Charente reprendra contact avec les EPCI et syndicats pour compléter éventuellement la programmation, notamment sur l'axe de réduction de la vulnérabilité et propose d'organiser un nouveau comité de pilotage début février 2020 pour valider définitivement le dossier de candidature du PAPI.

M. GODINEAU remercie les participants et clôt la réunion.